

LE DEVOIR

Rendez-vous de Montréal

RECONVERSION URBAINE



Reconversion d'usines

Initiée par la société civile, la relance économique du Sud-Ouest ou du quartier Rosemont profite tant au secteur privé qu'à la collectivité.

Page 4



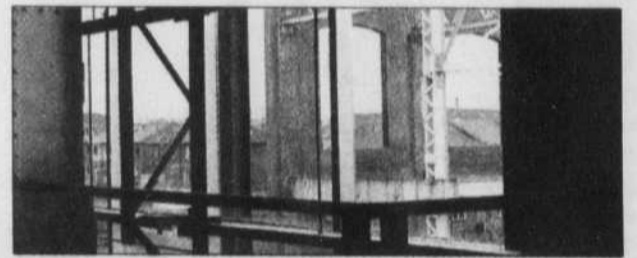
Villa El Salvador

Un bidonville de 350 000 habitants, en banlieue de Lima au Pérou, se caractérise par un haut degré d'organisation sociale, avec plus de 3000 associations, et un parc industriel cogéré par la municipalité et les associations locales d'entrepreneurs.

Page 5



Quand les villes renaissent



L'histoire des villes nous est connue. Une usine ferme. Elle sera bientôt démantelée ou, plus simplement, elle sera laissée là, à l'abandon. Les familles auxquelles elle garantissait une source de revenus, comme toute la petite industrie et le commerce qui dépendaient de l'activité qu'elle générerait, quittaient elles aussi, quelque temps après, le territoire. Un autre *no man's land* urbain était ainsi créé.

Il en allait ainsi des régions. Il suffit que la ressource locale, que celle-ci soit minière, agricole ou forestière, se tarisse un jour ou cesse d'être rentable et ce sont des coins de pays qui se vident.

L'histoire nous enseigne que des civilisations sont ainsi disparues. Plus près de nous, au Québec, on se souvient encore de la fermeture de villages en Gaspésie, comme on a vu le sud-ouest de Montréal perdre cette population qui, au temps du boom industriel du début du siècle dernier, avait été pionnière, donnant leur âme à des quartiers comme Saint-Henri ou Pointe-Saint-Charles.

Un tel mouvement semblait irréversible. Surtout en terre américaine, où «faire du neuf avec du vieux» ne semble pas de mise et où des objets aussi coûteux que les automobiles, les maisons, voire les gratte-ciels sont voués à n'être que des objets à durée limitée. Sur ce continent, c'est plutôt la politique de la terre rase qui est privilégiée.

Reconversion

Pourtant, une autre idéologie pourrait s'opposer à cette façon de concevoir le développement. Ainsi, une vieille usine pourrait avoir une vocation autre que celle de devenir un édifice pour condominiums. Et la mort d'une entreprise ne signifierait pas pour autant la fin de toute activité de nature industrielle ou commerciale sur son site ou dans le secteur de son établissement.

Sur le territoire montréalais, des initiatives en ce sens veulent faire la preuve de la viabilité de projets de développement où la population pourrait conserver son lieu de résidence tout en obtenant des emplois rémunérateurs à proximité. La fermeture par le

Canadien Pacifique des ateliers Angus a ainsi permis à Technopôle Angus de naître, et les gens du RESO, ce regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest, ont voulu conserver une occupation mixte des sites sis à proximité du canal de Lachine. La Cité des arts du cirque jouerait pour sa part le même rôle pour le quartier Saint-Michel.

Mais cela ne se fait pas sans efforts, sans concertation, non seulement avec les premiers intéressés, cette population locale, mais avec les organismes communautaires, les intervenants publics et privés, quand les syndicats et gouvernements agissent. «Toute l'originalité de cette approche réside dans la concertation avec les résidents, les entreprises et les institutions, qui se donnent une vision commune et un certain nombre d'objectifs», expliquera ainsi Pierre Richard, le directeur général du RESO. *Tout le monde doit y trouver son compte et dépasser ses propres intérêts.* Et il faut se battre pour attirer et convaincre des entreprises de participer à de tels projets: sur le site Angus, une quinzaine d'entreprises ont

déjà dû être convaincues de la validité de la démarche qui, à son terme, en 2010, aura permis la création de 2000 nouveaux emplois.

Il n'y aurait pas qu'au Québec que des projets de même nature sont menés à terme. En fait, ils sont suffisamment nombreux pour qu'en géographie une expression s'impose: la reconversion industrielle des sites. Et le sujet a suffisamment d'exemples pour permettre le développement de champs d'études. Un colloque même s'impose.

Pendant quatre jours, en mai, du 28 au 31, les Rendez-vous de Montréal 2002 se dérouleront et une vingtaine de projets seront ainsi à l'étude, décrivant des initiatives ayant eu lieu ou étant en cours tant au Québec qu'en France, en Italie, en Amérique du Sud, en Angleterre, en Belgique et en Irlande, et même aux États-Unis.

Une nouvelle ère s'annonce: le temps des grandes migrations urbaines serait-il devenu un phénomène historique?

Normand Thériault

La mort d'une entreprise ne signifierait pas pour autant la fin de toute activité de nature industrielle ou commerciale

VILLES ET DÉVELOPPEMENTS

Réussites américaines

Page 2

Données québécoises

Modèles français

Page 6

GÉOGRAPHIE

Un colloque

Page 3

Économie sociale

Page 4

Mondialisation et territoire

Page 7

RENDEZ-VOUS MONTRÉAL

Planification

Scénario pour le développement des grands centres

Les conditions gagnantes pour les villes nord-américaines

L'auteur est un expert américain dans le secteur de la planification urbaine. Son texte identifie les conditions préalables à l'établissement de tout plan d'action visant au développement d'un grand centre urbain. Pour un heureux mariage entre la technologie et la culture. Et comment Montréal, comme ville, semble bien se tirer d'affaires!

PETER K. KRESL

Pendant le dernier quart du XX^e siècle, les gouvernements des nations occidentales ont appliqué des politiques destinées à s'adapter au processus communément appelé la «globalisation». L'élimination des barrières entravant les échanges de marchandises, de services, de capitaux et, dans certains cas, de main-d'œuvre, ainsi que les changements dramatiques qui ont touché les secteurs des technologies de production, de communication et de transport ont contribué à créer de nouveaux espaces économiques. Parallèlement, les gouvernements nationaux ont imposé des limites à leur capacité d'intervention économique.

Décentralisation

Ces nouvelles politiques gouvernementales se sont traduites par la décentralisation des pouvoirs de responsabilité qui sous-tendent l'initiative en développement économique. Aux États-Unis et au Canada, cette responsabilité est passée du niveau de la nation à celui de l'État local (aux États-Unis) et de la province (au Canada) et, dans les deux cas, au niveau des villes. Étant donné les tensions existantes entre les intérêts ruraux et urbains dans la plupart des entités sous-nationales, et l'influence de ces milieux ruraux sur les gouvernements infranationaux, les villes se sont trouvées dans une

situation où leur avenir repose entre leurs propres mains. La ville et les organisations métropolitaines ont donc mis de l'avant l'obligation de devoir adopter des stratégies destinées à conserver, voire à améliorer leur place dans la hiérarchie urbaine internationale et dans l'économie globale.

Au Canada et aux États-Unis, les économies urbaines et les leaders de leurs organisations publiques et privées ont été obligés de prendre part au processus de planification stratégique afin de mobiliser les acteurs individuels et collectifs, de déterminer des objectifs d'action et d'assurer la mise en œuvre de ces stratégies. Et les villes qui empruntent cette voie ont la chance de permettre à leurs citoyens et à leurs entreprises de développer leur potentiel. Celles qui ne le font pas — ou qui le font mal — se destinent à un futur marqué par la stagnation et sont ainsi vouées au déclin. L'action stratégique au niveau municipal apparaît donc comme une action cruciale dans l'environnement globalisé.

Il n'y a pas de modèle unique en matière de compétitivité urbaine

Ces constats étant faits, il ne reste plus qu'à s'interroger sur les orientations qu'une ville doit adopter dans la perspective d'un plan stratégique. En cette matière, pendant la dernière décennie, les chercheurs ont fait un travail considérable et on connaît maintenant les méthodes les plus efficaces. De leurs recherches a découlé un certain nombre de conclusions qui peuvent être regroupées sous cinq grands axes.

Modèles multiples

La première chose à comprendre est qu'il n'y a pas de modèle unique en matière de compétitivité urbaine. Il est très à la mode pour les villes d'essayer de devenir, elles aussi, des nouvelles Silicon Valley. Toutefois, le fait d'essayer de créer un environnement et un ensemble d'outils qui transformeraient la ville en un centre spécialisé dans le secteur des technologies des communications est, pour la plupart des villes, un exercice vain.



Une section de l'avenue des Arts, au centre-ville de Philadelphie.

De combien de Vallées du Silicium avons-nous besoin? Certaines villes peuvent réussir parfaitement bien en tant que centres de fabrication manufacturière, centres touristiques et culturels, centres régionaux de services ou centres financiers nationaux. La liste des possibilités est trop longue pour qu'on puisse la reproduire ici, car elle décrirait en fait un catalogue de possibilités où toute exclusion ne pourrait a priori être justifiée.

Technologie

En deuxième lieu, il faut répéter ce qui est maintenant connu, à savoir que la technologie est un ingrédient essentiel dans presque toutes les stratégies menant à la prospérité. Car la technologie est la clef pour réduire le coût de presque tout produit ou service. Mais cette «technologie» peut aussi intervenir dans la fabrication de l'acier, dans l'agriculture, dans l'alimentation ou dans le transport. Nous devons regarder plus loin que les secteurs considérés comme les seuls secteurs de haute technologie, telles les biotechnologies, la pharmacologie ou l'optique.

Apport culturel

Un troisième aspect, qui est devenu de plus en plus important, concerne les institutions culturelles. La recherche nous informe que des activités comme le théâtre, l'opéra, les salles de concert, les galeries d'art, ont des effets étendus sur l'emploi, l'augmentation des revenus, ainsi que sur le prestige d'une ville. À ce titre, la culture est un élément de la compétitivité urbaine.

Des entrevues menées dans les villes les plus importantes de la Pennsylvanie ont permis de conclure que, pour ces villes, l'amélioration des atouts culturels se situait à l'échelon le plus élevé dans l'établissement de leurs priorités stratégiques. Ainsi, même si Philadelphie occupe la sixième place parmi les grandes villes américaines quand il est question d'équipements culturels, les dirigeants de ces villes étaient fiers à juste titre du nouveau Centre Kimmel, lequel abrite un nouveau théâtre et une nouvelle salle pour un orchestre symphonique. Harrisburg a rebaptisé la Third Street en Arts Row, et Pittsburgh a développé son «Cultural District». En France, l'une des premières décisions prises par la ville de Lyon, quand elle a initié sa relance, a été de rénover et d'agrandir sa salle d'opéra. Ce genre d'initiatives se retrouve dans le cas de toute ville qui cherche à améliorer sa compétitivité.

Consensus

En quatrième lieu, il faut souligner que peu de choses peuvent être accomplies pour augmenter la compétitivité d'une ville s'il y a absence d'une direction efficace. Bien sûr, il faut que le maire apporte un soutien enthousiaste au plan stratégique mis en place, mais il faut compter aussi sur une coopération efficace entre les deux grands

secteurs — le public et le privé. Il doit même y avoir là un consensus en regard des orientations stratégiques.

De plus, la prédominance de la ville la plus importante doit être reconnue et soutenue par l'ensemble de la région métropolitaine. Aux États-Unis, des villes telles que New York, Chicago ou Los Angeles ont eu à affronter ce problème alors qu'au Canada, on a adopté de vastes structures de gouvernance urbaine en harmonisant les intérêts des petites villes et ceux de l'ensemble de la région métropolitaine.

Bilan

Toute ville ou région métropolitaine doit concevoir son plan stratégique en pleine connaissance de ce qui constitue ses atouts et ses faiblesses. Les décideurs doivent savoir comment leur ville se compare avec les autres au niveau national et dans l'espace économique international, ainsi que ce qui peut vraiment être fait.

Peu de choses peuvent être accomplies pour augmenter la compétitivité d'une ville s'il y a absence d'une direction efficace

À l'occasion d'une recherche menée avec Pierre-Paul Proulx où nous avons comparé les principales villes canadiennes, il a été trouvé que Montréal a, au Canada, le plus grand nombre de consultants en génie, le plus grand nombre d'instituts de recherche. Elle se classe première en ce qui concerne l'emploi en technologie de l'information, en haute technologie, en logiciels et en informatique. Elle se classe deuxième, après Toronto, dans le domaine des communications.

De plus, Montréal accueille sur son territoire un grand nombre de sièges sociaux d'entreprises et elle est la seule ville canadienne à posséder quatre universités pouvant développer une recherche de haut niveau et accorder des doctorats.

En d'autres termes, Montréal possède des atouts stratégiques spécifiques en comparaison avec d'autres villes du Canada et d'Amérique du Nord. Parmi les villes nord-américaines, Montréal apparaît donc comme une ville qui a basé sa stratégie de développement sur une compréhension réaliste de ses principales forces. Il s'agit de continuer dans cette voie.

Peter K. Kresl est professeur d'économie à l'Université Bucknell de Pennsylvanie.

Il est spécialiste des études sur la compétitivité des villes nord-américaines. Récemment, il a publié *France Encounters Globalization*, avec Sylvain Gallais (Northampton, Mass., Edward Elgar Publishers, 2002) et *North American Cities and The Global Economy*, co-produit avec Gary Gappert (Thousand Oaks, Sage Publications, Urban Affairs Annual Review, vol. 44, 1995).

CLASSIFICATION DES GRANDES VILLES CANADIENNES À L'ÉCHELLE NORD-AMÉRICAINE ET ENTRE ELLES

	Secteur de l'information	Informatique et logiciels	Haute technologie	Secteur des communications	Total pour le Canada
Montréal	7 ^e	8 ^e	10 ^e	15 ^e	1 ^e
Toronto	9 ^e	19 ^e	16 ^e	10 ^e	2 ^e
Vancouver	45 ^e	21 ^e	23 ^e	54 ^e	3 ^e
Calgary	42 ^e	57 ^e	27 ^e	58 ^e	4 ^e
Ottawa-Hull	58 ^e	27 ^e	35 ^e	56 ^e	5 ^e
Edmonton	35 ^e	58 ^e	45 ^e	57 ^e	5 ^e
Québec	57 ^e	62 ^e	60 ^e	55 ^e	7 ^e

Dix ans après la fermeture des Shops Angus

Le Technopôle Angus, un exemple de reconversion industrielle à partir de la société civile

Une communauté locale impliquée et consultée à chaque étape du développement

Un appui soutenu des gouvernements du Québec et du Canada

Déjà près de 400 travailleurs et 15 entreprises privées et d'économie sociale

75% des emplois créés sont occupés par des résidents de l'Est de Montréal

Objectif 2007 : 2000 emplois sur le site

Le Technopôle Angus, un pôle de développement où se tutoient l'économie privée et l'économie sociale.

Technopôle ANGUS
Le Carrefour de l'Innovation de Montréal

(514) 528-5230
www.technopoleangus.com

En partenariat avec:

Développement économique Canada / Canada Economic Development

Investissement Québec

Québec / Ministère des Affaires municipales et de la Métropole / Emploi-Québec

FONDATION CSN

Les travailleurs du Technopôle Angus - novembre 2001

Dans la COLLECTION **GÉOGRAPHIE CONTEMPORAINE**

Géographie et société

GÉOGRAPHIE ET SOCIÉTÉ

Sous la direction de Suzanne Laurin, Juan-Luis Klein et Carole Tardif
2001, ISBN 2-7605-1090-5, 334 pages

La géographie comme moyen de formation du citoyen

35\$

AUTRES TITRES

L'espace économique mondial 52\$
Les espaces dégradés 39\$
Le Québec en changement 35\$
L'éducation géographique - 2^e édition 27\$
Entre la métropolisation et le village global 45\$

Presses de l'Université du Québec

Tél.: 1-800-859-7474 • Téléc.: (418) 831-4021
Achats en ligne: www.puq.quebec.ca

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

RENDEZ-VOUS MONTRÉAL

Initiatives urbaines

La cité des espaces perdus

La reconversion des secteurs industriels délaissés par l'économie traditionnelle

Des acteurs sociaux de divers pays des Amériques et de l'Europe engagés dans des projets de développement régional et local, des experts universitaires rattachés à diverses disciplines et à diverses nationalités, des intervenants locaux œuvrant à divers niveaux, ainsi que des preneurs de décisions publics et privés se donnent rendez-vous à Montréal entre le 28 et le 31 mai 2002. Introduction à une réflexion portant sur la reconversion des villes.

JEAN-MARC FONTAN,
JUAN-LUIS KLEIN
ET BENOÎT LÉVESQUE

Le but du Rendez-vous de Montréal est l'analyse et l'évaluation des initiatives de reconversion industrielle mises en œuvre à partir de la société civile. Devenus «orphelins» à cause de la délocalisation ou de la fermeture d'industries autrefois innovantes, exclus de la croissance des pôles technologiques, les «espaces qui perdent», sis à l'intérieur ou à l'extérieur des «régions qui gagnent», sont le lieu d'initiatives qui constituent de véritables innovations. Elles forgent une réponse sociale à l'innovation technologique.

L'innovation sociale à la rescousse des espaces orphelins

Au tournant du XX^e siècle, les mécanismes de la mondialisation et la montée de la nouvelle économie ont affecté l'ensemble des espaces industriels de la planète. Le développement ou la survie des zones anciennes tient principalement à leur capacité de s'adapter aux fortes turbulences provoquées par l'apparition, la disparition ou le réaménagement des secteurs industriels. Certaines des zones industrielles planétaires résistent bien et surfont sur les vagues de suppression d'emploi ou de réorganisation sectorielle. D'autres connaissent un lent déclin et maintiennent péniblement en santé leur bassin d'emploi, luttant pour limiter la dévitalisation productive. Et, comme dans le cas de Murdochville en Gaspésie, il y a celles que la restructuration de la géographie de la production condamne à disparaître.

Dans le monde économique, nombreuses sont les régions, telles les régions charbonnières et de la sidérurgie, des régions spécialisées dans l'industrie textile ou dans la transformation du bois, dans l'industrie navale ou militaire, qui ont plongé dans le maelström de la déqualification et de la dévitalisation.

L'image représentant le mieux ces territoires est celle des paysages urbains, semi-urbains ou ruraux délabrés, meublés de bâtiments vétustes, laissés à l'abandon et transformés en friche industrielle. Ces territoires devenus orphelins du développement sont tout simplement contournés par les investisseurs classiques de la nouvelle économie. Certains sont devenus invisibles aux yeux du marché et dépendent fortement de mesures gouvernementales de redistribution de la richesse, lesquelles, d'ailleurs, sont de plus en plus remises en cause. D'autres, poussés par la gentrification ou par des spéculateurs sans scrupules, se tournent vers des secteurs plus rentables aux dépens des résidents locaux et souvent sans respect de l'environnement. D'où la volonté de certaines collectivités de sortir

de la dépendance pour se prendre en main à partir d'initiatives locales de développement.

Initiatives volontaristes pour infléchir les forces du marché

La variété et l'importance de ces initiatives témoignent de la place cruciale qu'elles prennent dans le contexte actuel de restructuration des espaces économiques. Résultant de projets qui souvent agissent à contre-courant, par l'intermédiaire de ces initiatives, des communautés, villes et régions déstructurées par la crise de l'économie industrielle se connectent ou se reconnectent avec l'économie du savoir. Elles constituent des réponses volontaristes et volontaristes à travers lesquelles des acteurs locaux, en partenariat avec des institutions publiques et parapubliques, avec des universités, avec des organisations syndicales et communautaires, ainsi qu'avec des entreprises privées et d'économie sociale, tentent d'influencer le cours des choses, d'infléchir le sens que les forces du marché donnent au développement de leur territoire et de donner à l'économie du savoir une dimension sociale.

À la différence des innovations technologiques, les innovations sociales sont généralement produites sur le tas à travers l'expérimentation sociale selon le principe de l'essai et de l'erreur. Mais, à l'instar des innovations technologiques, l'innovation sociale résulte de l'apprentissage et prend place en lien avec la recherche universitaire. La recherche universitaire peut intervenir en amont des innovations pour fournir des approches théoriques permettant d'identifier à l'avance des sentiers d'innovation, comme ce fut le cas lors de l'amorce du projet de Technopôle Angus en 1994. Elle peut également intervenir en aval de l'innovation sociale pour en favoriser la diffusion, en préciser les conditions de transférabilité et en favoriser la reconnaissance. Chose certaine, la recherche constitue un enjeu pour penser autrement non seulement la reconversion industrielle mais le développement d'une économie dite du savoir, ce pourquoi le Rendez-vous de Montréal 2002 cherche à construire un dialogue entre la réflexion universitaire et l'expérience des acteurs.

Initiatives de reconversion pour une économie plurielle

Une vingtaine d'expériences seront présentées au Rendez-vous de Montréal. Elles nous révèlent que les interventions de la société civile visent à construire des avantages et des externalités susceptibles certes d'attirer des investissements de façon à assurer les conditions matérielles de l'épanouissement de leurs collectivités, mais elles visent aussi à créer des réseaux locaux, des systèmes capables de développer l'entrepreneuriat local dans des conditions

profitables pour la collectivité locale, ce qui amène à revoir les principes de la gouvernance locale.

Les initiatives de reconversion industrielle à partir de la société civile relèvent de ce qu'on appelle l'«économie sociale» au Québec ou l'«économie solidaire» en France, mais elles renouvellent les modalités d'action utilisées traditionnellement par les organisations qui s'en réclament. Pour atteindre des objectifs tels la création d'emploi et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, ces initiatives ont encouragé ou même favorisé la mise en place non seulement d'entreprises sociales mais également d'entreprises privées (capitalistes), sans exclure pour autant les investissements publics. En somme, ce qui se dégage des cas présentés au Rendez-vous de Montréal, c'est que les reconversions initiées par la société civile favorisent les passerelles entre les divers types d'entreprises et d'organisations qui profitent d'une «économie plurielle». Ces diverses initiatives tentent de relier le développement économique et le développement social dont les frontières s'estompent dans le cadre d'une économie plurielle.

Bref, ces initiatives constituent l'embryon d'un nouveau modèle de développement, d'une option à la pensée unique en matière de croissance, dont le Rendez-vous de Montréal vise à dégager le potentiel, moins pour le promouvoir comme un choix exclusif que pour le faire reconnaître et montrer que les expériences qui le portent contribuent à la construction d'une économie plurielle. Ce modèle met à contribution à la fois l'État, le secteur privé et la société civile, lesquels, dans des combinaisons et des dosages différents et spécifiques, structurent des modalités de gouvernance participative où la collectivité n'est pas un témoin passif des décisions prises à son endroit — et souvent à ses dépens. Sur ce point, les organisations internationales telles que l'OCDE, les ministères et agences gouvernementales de niveau national, ainsi que les structures et organisations régionales et locales, ont un rôle important à jouer.

Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque sont professeurs à l'Université du Québec à Montréal. Ils sont rattachés au Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES) et au consortium Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ES). Ils ont produit plusieurs travaux sur la reconversion économique et sur l'économie sociale. Ils ont notamment signé en 1996 un rapport préparé pour la Société de développement Angus: Les systèmes locaux de production. Conditions de mise en place et stratégie d'implantation pour le développement du projet Angus, UQAM, Services aux collectivités. Tome 1, 110 pages; Tome 2, 137 pages. Le présent texte reprend certains propos contenus dans un document préparé à la demande du programme LEED de l'OCDE.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Un exemple de revitalisation urbaine: les abords du canal Lachine.

INITIATIVES DE RECONVERSION INDUSTRIELLE PRÉSENTÉES AU RENDEZ-VOUS DE MONTRÉAL 2002

Organisation	Zone d'intervention	Type d'organisation responsable	Objectif
Société pour l'industrialisation de régions minières	Régions charbonnières françaises	Société financière (anonyme, privée mais financée par l'État)	Reconversion des régions charbonnières
Sicoval et Technopole Toulouse Sud-Est	Sud-Est toulousain, Midi-Pyrénées	Établissement public de coopération intercommunale	Aménagement intercommunal sans nuisance environnementale
IBA Emscher Park - Germany	Westphalie du Nord, Allemagne	Agence d'État local (Westphalie du Nord)	Développement multisite, diversifié et intégré
Parque Industrial de Villa El Salvador	Villa El Salvador (quartier de Lima)	Organisation de gouvernement local (municipal)	Aménagement d'un parc industriel
Sesto San Giovanni, Sidérurgie Falk	Milan, nord de l'Italie	Organisation publique locale	Reconversion d'un site industriel
Monceau-Fontaine	Charleroi, Belgique	Association sans but lucratif (financée par la région wallonne)	Revitalisation d'un site industriel désaffecté
Lee Valley Environmental Industrial Park	Cork City, sud de l'Irlande	Organisation communautaire (avec organisation municipale)	Aménagement d'un terrain comprenant plusieurs sites industriels
Phillips Eco-Enterprise Center (Green Institute)	Quartier de Minneapolis	Organisme sans but lucratif (capitaux privés et publics)	Aménagement d'un bâtiment industriel écologique
Parque Tecnológico del Cerro	Quartier industriel, Montevideo	Organisation locale (municipale, arrondissement)	Reconversion d'une friche industrielle
Technopôle Angus	Est de Montréal (Rosemont)	Organisme sans but lucratif (créé par la CDEC)	Développement d'un parc industriel
The Candy Institute and Food (Chicago)	Ouest de Chicago	Coalition syndicale et communautaire	Maintien de l'emploi et des services d'une communauté locale
RESO	Sud-Ouest de Montréal	Corporation de développement économique communautaire	Développement économique communautaire
Des premiers quartiers en action	Trois-Rivières, Québec	Organisation sans but lucratif (ECOF) (communautaire)	Mobilisation communautaire
Learning Enrichment Foundation	York (quartier de Toronto)	Corporation communautaire	Action communautaire et services aux démunis
Cité des arts du cirque	Est de Montréal (Saint-Michel)	Organisation sans but lucratif (avec la ville et le gouvernement)	Aménagement d'un site, formation et spectacles dans les arts du cirque
La friche La Belle de Mai	Quartier de la Seita, Marseille	Organisation culturelle (Système friche théâtre) en lien avec la Ville	Reconversion d'une friche industrielle, projet culturel
Creusot et de Montceau-Les Mines	Creusot et Montceau, France	Agence locale de développement (municipale)	Développement local, économie sociale et solidaire
La culture comme moteur de développement local	Régions et espaces locaux d'Espagne	Entreprise privée (INFYDE)	Consultation et planification stratégique
Centre for Urban and Regional Development Studies	Newcastle Upon Tyne (Royaume-Uni)	Centre de recherche (universitaire-syndical)	Mise en relation des organisations syndicales et régionales
Architecture écologique et design social	Montréal, canal de Lachine, Angus	Consultants privés et Ville de Montréal	Conseil en architecture

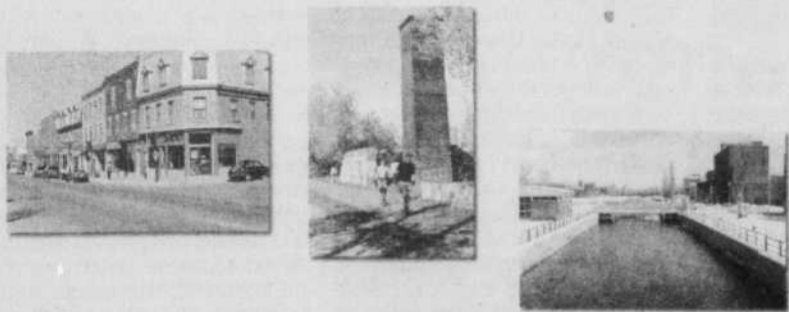
LA REVITALISATION DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL 1990 À 2002 : DU DÉCLIN AU RENOUVEAU

Le Sud-Ouest de Montréal est aujourd'hui en pleine effervescence...

- L'emploi y est en croissance
- Les entreprises manufacturières existantes y ont été consolidées
- Des entreprises y naissent et s'y implantent
- Des projets y sont continuellement en émergence
- Le récréotourisme, l'imagerie numérique, la culture... y font leur niche
- Le canal de Lachine y ouvre ses portes
- La main-d'œuvre locale se prépare et se forme pour occuper les nouveaux emplois

Le Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest (RESO) est un instrument que le Sud-Ouest s'est donné pour passer du déclin à la croissance et pour que celle-ci se fasse au profit de sa communauté.

La force du développement local, c'est une communauté capable de se rassembler, de se concerter et d'agir dans l'intérêt collectif.



Le RESO offre des services aux résidents qui veulent réintégrer le marché du travail, aux entreprises privées et d'économie sociale et aux organismes communautaires du Sud-Ouest.

1751, rue Richardson, bureau 6509
(514) 931-5737
reso@resomtl.com
www.resomtl.com

RESO
REGROUPEMENT POUR LA RELANCE
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU SUD-OUEST

RENDEZ-VOUS MONTRÉAL

Témoignage

Plaidoyer pour l'économie sociale

Devenir collectivement acteur de notre développement économique et social

NANCY NEAMTAN

Contrairement à l'image que plusieurs se font de l'économie sociale, en l'associant essentiellement aux services de proximité et aux initiatives de taille très modeste, l'économie sociale est au cœur d'un nombre important de dynamiques de reconversion industrielle menées au cours des 20 dernières années au Québec. Ces expériences, qu'il s'agisse du mouvement de relance économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal (l'ancien cœur industriel du Canada), des efforts de revitalisation des villes de Sorrel ou de Trois-Rivières, du renouveau des quartiers centraux de la Ville de Québec ou du site de la Société de développement Angus, ont été initiées et sont toujours menées en grande partie par des acteurs de la société civile ayant comme objectif le développement économique et social de leur milieu.

Les logiques qui les ont guidées — celles d'une organisation collective enracinée dans leurs milieux respectifs et ayant pour objectif des retombées positives pour la collectivité et non pas la maximisation de rendements financiers au profit d'actionnaires privés —, inspirées d'une philosophie de prise en charge individuelle et collective, constituent les fondements de l'économie sociale.

Devenir des acteurs économiques

L'économie sociale est l'expression d'un entrepreneurship qui est à la fois social et collectif. Elle permet à des individus et des groupes de devenir des acteurs économiques, créant de la richesse, produisant des biens et des services, tout en intégrant au cœur même de leurs actions économiques des dimensions sociales. Même si l'économie sociale est une partie intégrante de l'histoire socioéconomique du Québec, sa «redécouverte» récente et la mise en place de certains outils dédiés et respectueux de sa spécificité, ont révélé le potentiel énorme de cette forme d'entrepreneurship pour répondre aux défis sociaux, économiques, culturels et écologiques de la société québécoise.

En fait, les expériences de reconversion industrielle à partir de la société civile, basées sur une approche d'économie sociale, sont le reflet de tendances de plus en plus lourdes à travers la planète. Aujourd'hui nous sommes témoins, au Québec comme ailleurs, d'une mobilisation grandissante de la société civile devant les transformations économiques, sociales et politiques, dans le but de se réappropriation les outils de développement sur la base des valeurs de solidarité et de démocratie.

Sur le plan économique, devant un sentiment de perte de contrôle provoqué par des modifications des règles du jeu sur le plan mondial, des mouvements sociaux de plus en plus diversifiés (communautaire, coopératif, syndical, écologique, féministe, culturel) investissent massivement dans le développement économique local ou dans toute stratégie qui permet aux gens de reprendre un certain contrôle sur l'économie au niveau local.

Démocratie et participation

Ces initiatives de développement territorial, qu'il s'agisse de la reconversion d'un site industriel ou d'un effort sur un territoire plus large, ont également une dimension politique. Aliénés par les institutions plus traditionnelles, de plus en plus de gens de milieux très diversifiés, issus de la société civile, s'impliquent au niveau local et régional dans le développement de leur milieu. Ils réclament plus d'espace pour définir les priorités au niveau local et développer des solutions collées à leur réalité. Ainsi, ils façonnent une autre forme de démocratie, une démocratie participative, qui constitue un complément essentiel à la démocratie représentative traditionnelle.

Finalement, ces initiatives ont une importance stratégique sur le plan social. Elles constituent des lieux essentiels d'innovation sociale dans la lutte à l'exclusion sociale. Car devant le phénomène important de marginalisation sociale, avec toutes ses retombées dévastatrices pour les individus et pour la société dans son ensemble, il est de plus en plus reconnu que les réponses à l'exclusion sociale ne se retrouvent pas d'abord dans de grandes politiques étatiques ou dans de vastes programmes appliqués mur à mur. Elles se retrouvent sur le terrain, dans les actions posées localement, en réponse directe aux réalités et aux besoins des exclus. De plus en plus, le processus d'inclusion se centre sur les collectivités locales, là où le sentiment d'identification, d'appartenance à une communauté est le plus facilement réalisable.

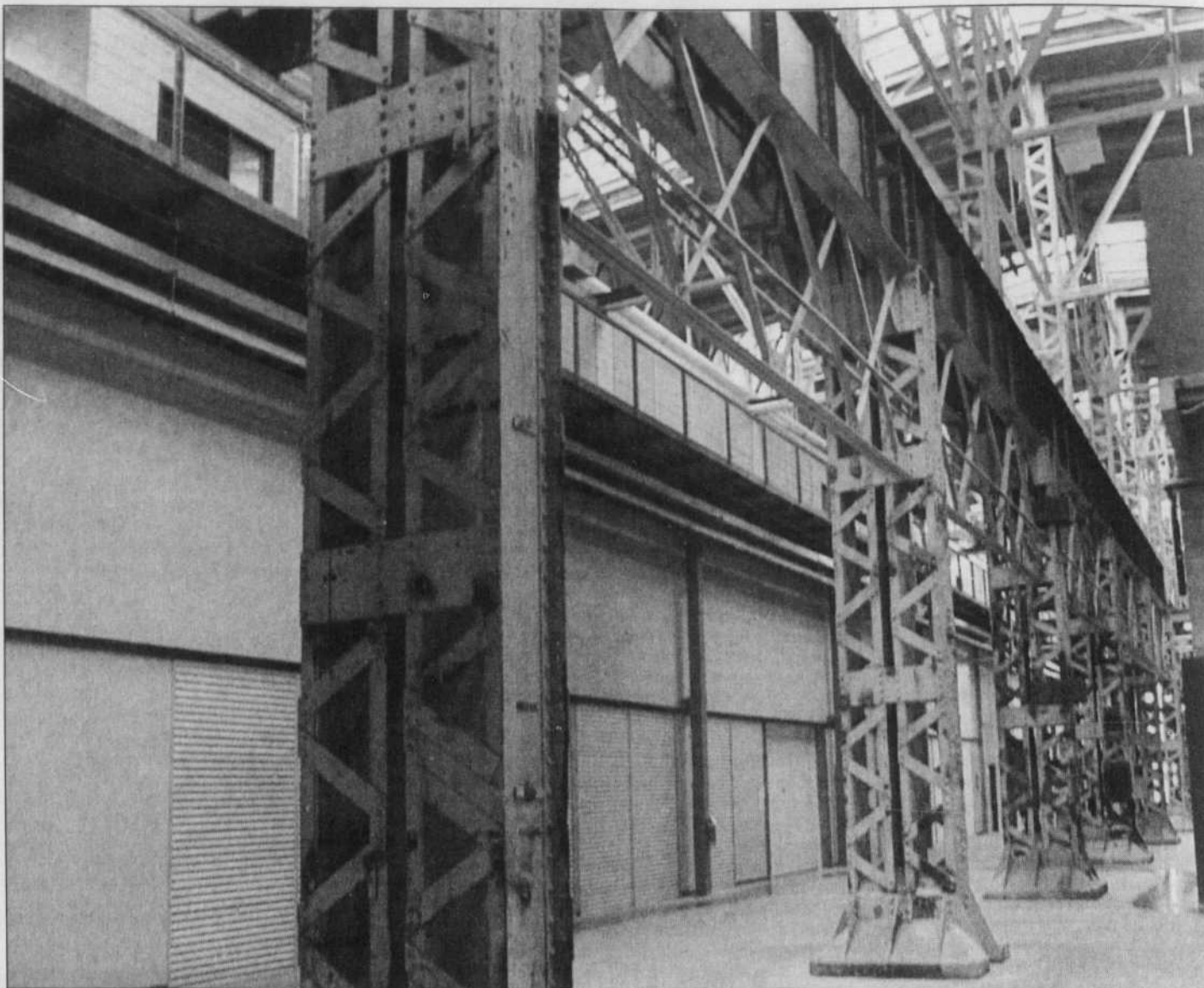
Le colloque qui aura lieu ce mois-ci témoignera de certaines initiatives de reconversion industrielle à partir de la société civile. Il est primordial d'apprendre collectivement de ces lieux d'innovation en sachant qu'il s'agit de quelques exemples d'un mouvement en plein essor visant la construction d'une économie plus inclusive, plus solidaire, plus démocratique.

Nancy Neamtan est directrice du Chantier de l'économie sociale.



Le quartier Saint-Roch, à Québec... avant le début des travaux de revitalisation de tout ce secteur de la basse-ville.

Renaissance des quartiers à Montréal



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Aujourd'hui, le Technopôle Angus compte deux entreprises en économie sociale et une douzaine d'entreprises spécialisées dans les technologies de pointe.

Reconvertir les usines en garantissant l'emploi local

Le Technopôle Angus et le RESO sollicitent l'appui du gouvernement

Après des décennies de désindustrialisation massive et de chômage, les quartiers de l'Est et du Sud-Ouest de Montréal reprennent leur envol. Le Technopôle Angus rivalise aujourd'hui avec les grands parcs industriels de Laval et Saint-Laurent, tandis que les localités aux abords du canal Lachine connaissent une croissance spectaculaire de l'emploi et du logement. Initiée par la société civile, cette relance économique profite tant au secteur privé qu'à la collectivité. Rencontre avec les responsables des deux projets.

MYLÈNE TREMBLAY

Différents projets de reconversion industrielle commencent à poindre un peu partout à travers la province, n'attendant plus que l'appui du gouvernement et de nouvelles politiques de financement pour aller de l'avant. Le colloque Rendez-vous Montréal 2002, qui se tiendra du 28 au 31 mai à l'UQAM, vise à mettre en lumière les initiatives de reconversion industrielle à partir de la société civile d'ici et d'ailleurs. Au total, une vingtaine d'organisations américaines et européennes viendront présenter leurs expériences afin de comparer et d'identifier «les conditions à partir desquelles il est possible de valoriser et développer autrement le potentiel industriel de territoires abandonnés par les forces du marché ou par les pouvoirs publics».

Parmi les cinq projets québécois retenus, on retrouve la Société de développement Angus (SDA), responsable du développement du Technopôle Angus, et le Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest (RESO). Tous deux actifs sur le territoire montréalais, ces organismes à but non lucratif ont été largement soutenus par les différents paliers de gouvernement et les gens d'affaires. «Ni Angus, ni RESO ne peuvent se plaindre d'un manque d'appui du gouvernement», affirme Christian Yaccarini, mais ce sont des exceptions. Selon le président-directeur général de la SDA, le succès de tels projets repose essentiellement sur la volonté politique puisque aucun programme de financement de reconversion industrielle n'existe actuellement.

Centres locaux de développement

Pour l'heure, seuls les Centres locaux de développement (CLD), conçus en 1998 par le gouvernement du Québec, offrent «un soutien aux entreprises et aux entrepreneurs ainsi qu'aux promoteurs de projets en économie sociale» par le biais de subventions. Mais aux dires de Christian Yaccarini, ce programme dédié aux entreprises d'économie sociale est nettement insuffisant: les CLD sont outillés pour faire non pas de la reconversion industrielle, mais du développement local. «Le Technopôle Angus a coûté jusqu'à présent une quinzaine de millions de dollars, dit-il, alors que les sub-

ventions accordées par les CLD sont de l'ordre de 50 000 \$.»

Une nuance existe donc entre la problématique du développement et celle de la reconversion. Alors que le développement se fait la plupart du temps sur de grands terrains vacants, à proximité des autoroutes, la reconversion industrielle s'effectue plutôt sur un site contaminé, situé en plein cœur de la ville. Ces zones désolées, parsemées de bâtiments vétustes, n'ont rien pour attirer le secteur privé. Celui-ci préfère de loin investir dans des espaces vierges plutôt que d'injecter des fonds dans un type de développement durable, rentable à long terme seulement.

L'autre développement

Délaissés par les promoteurs privés et les gouvernements, des quartiers entiers sont ainsi voués à l'échec. Leur salut ne dépend bien souvent que de la seule initiative de la communauté et de sa capacité à mobiliser autour d'elle les syndicats, les organismes et les gens d'affaires, ainsi que les trois paliers de gouvernement — municipal, provincial et fédéral.

C'est ce qui se produit actuellement dans l'Est et le Sud-Ouest de Montréal. Le Canadien Pacifique, qui a fait vivre le quartier Rosemont pendant près d'un siècle avec ses Ateliers Angus, a annoncé officiellement la fin de ses activités dès le début des années 1990. Sans l'intervention des jeunes de la Corporation de développement économique et communautaire de Rosemont-Petite Patrie (CDEC), le site aurait été converti en un projet résidentiel plutôt qu'en parc industriel créateur d'emplois. Aujourd'hui, le Technopôle Angus compte deux entreprises en économie sociale et une douzaine d'entreprises spécialisées dans les technologies de pointe. Au terme de son développement en 2010, la SDA aura créé quelque 2000 nouveaux emplois.

Le Sud-Ouest, berceau de l'industrialisation montréalaise, a quant à lui commencé son lent déclin au début des années 1960 avec l'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent, pour s'intensifier avec la fermeture du canal de Lachine. En l'espace de 20 ans, rappelle Pierre Richard, directeur général du RESO, la population a diminué de moitié et des dizaines de milliers d'emplois ont été perdus. «Pour mettre fin à ce drame économique et social, dit-il, des intervenants commu-

naires se sont attaqués à la question du développement.»

La première initiative de relance remonte au milieu des années 1980 avec le Programme économique de Pointe-Saint-Charles, relayé ensuite par le Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi du Sud-Ouest de Montréal. «Le CREESOM a établi un diagnostic de la situation et a proposé de multiples mesures de relance: alphabétisation, formation de la main-d'œuvre, aide aux personnes sans emploi, renforcement du logement social, développement d'infrastructures et un programme de revitalisation industriel pour aider les entreprises restantes à se moderniser», explique Pierre Richard. Le CREESOM recommandait alors que la coordination et la mise en œuvre de ces mesures soient prises en charge par un organisme contrôlé par la communauté. D'où la création du RESO en 1990, qui élargissait du coup l'action du projet de développement économique communautaire aux quartiers Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Côte-Saint-Paul, Ville-Émaré et Griffintown.

«Toute l'originalité de cette approche réside dans la concertation à la fois des résidents, des entreprises et des institutions qui se donnent une vision commune et un certain nombre d'objectifs», affirme-t-il. Tout le monde doit y trouver son compte et dépasser ses propres intérêts. Le Sud-Ouest de Montréal connaît ainsi une croissance économique qui profite tant aux entreprises qu'à l'ensemble de la communauté. Par exemple, pour être accepté dans la région, Home Depot a dû se soumettre à certains critères en optant, entre autres, pour une architecture en briques (contrairement aux succursales de la banlieue) et un plan de formation pour l'embauche de la main-d'œuvre locale. Sur le plan culturel, la renaissance du théâtre Corona a été portée par un promoteur privé amoureux du Sud-Ouest et désireux de s'y impliquer. «Cette implication a pris toutes sortes de formes», explique le directeur du RESO. Chaque année, des élèves du primaire y présentent une comédie musicale. Une entente a également été signée entre le théâtre et la Maison de la culture pour que des spectacles y soient offerts gratuitement tous les mois.

Éviter la «gentrification»

Au printemps 2000, le RESO a mené un exercice de concertation sans précédent autour du projet de mise en valeur du canal de Lachine et de ses berges. Quelque 600 personnes ont participé au Forum, inquiètes de l'arrivée imminente des promoteurs privés et des touristes. «Certaines entreprises manufacturières se demandent si elles devront quitter le secteur pour laisser place au tourisme, alors que des résidents craignent une augmentation du coût des loyers», précise Pierre Richard, qui constate déjà une demande ac-

crue du logement dans le Sud-Ouest avec la construction de nouveaux condos. Selon lui, un fort consensus se dégage en ce moment pour essayer de trouver des mesures permettant d'éviter les effets pervers de la «gentrification».

Ce processus, par lequel un quartier connaît une flambée des prix des logements causée par l'arrivée de promoteurs immobiliers et d'une classe professionnelle, préoccupe beaucoup le RESO, qui voit là l'un de ses plus grands défis. «On doit s'assurer que le développement se fasse au profit non seulement des nouveaux arrivants, mais également des gens qui habitent et travaillent déjà dans le Sud-Ouest», assure le représentant. À son avis, les quartiers ou les villes qui réussissent le mieux sont celles qui reposent sur une base économique diversifiée et abritent une mixité sociale réelle où se côtoient des familles, des personnes âgées, des gens à revenus faibles, moyens et élevés.

De son côté, le P.-D.G. de la SDA cite en exemple Pittsburgh. Avec l'effondrement du prix de l'acier dans les années 80, la ville américaine a dû reconstruire ses activités, passant du statut de ville polluée à celui de cité de haute technologie. Sauf que le projet de reconversion industrielle n'a jamais pris les travailleurs en considération, assure Christian Yaccarini. Résultat, c'est toute la population qui a changé. «Le Technopôle Angus veut non seulement attirer des entreprises gagnantes, dit-il, mais également faire travailler la main-d'œuvre locale et relever le niveau de compétence des gens.»

Une lutte de tous les instants

Malgré tous les succès récoltés et le soutien de la communauté, des gens d'affaires et des différents paliers de gouvernement, l'homme à la tête du Technopôle Angus dit devoir encore se battre pour obtenir le moindre lampadaire, trottoir ou espace vert. «Nos appuis, nous devons les arracher un à un», déplore M. Yaccarini, en incitant le gouvernement à considérer les initiatives de reconversion industrielle non pas comme des cas d'exception, mais comme une politique. «Ce qui se fait à Angus et dans le Sud-Ouest, et ce qui est sur le point d'être accompli à Saint-Michel autour de la Cité des arts du cirque, doit être encouragé et accompagné par l'État», estime-t-il. Selon lui, le gouvernement doit être sensibilisé au fait que la société civile peut agir comme acteur de développement, souvent mieux habilité qu'un promoteur privé à structurer des propositions axées sur les besoins de la population et des entreprises locales. Pour sa part, Pierre Richard invite les partenaires publics à ne pas imposer des programmes aux normes trop strictes afin de laisser toute la place à l'innovation économique et sociale.

RENDEZ-VOUS MONTRÉAL

Villa El Salvador

Le bidonville de l'espoir

Un coin du désert péruvien est devenu en 30 ans
une ville comptant 8000 entreprises

Villa El Salvador (VES) est un bidonville de 350 000 habitants, en banlieue de Lima au Pérou. Ce bidonville, maintenant une municipalité, se caractérise par son haut degré d'organisation sociale, avec plus de 3000 associations de quartier ou sectorielles, et par son parc industriel cogéré par la municipalité et les associations locales d'entrepreneurs. Comment s'organisent ces 350 000 habitants et comment ce bidonville a-t-il pu en arriver à planifier son développement et à le réussir?

LOUIS FAVREAU

Villa El Salvador naît à la faveur d'une conjoncture particulière: 600 familles occupent, au début de la décennie 1970, un coin de désert à 30 km du centre-ville de Lima. Le gouvernement nouvellement arrivé au pouvoir est réformiste. Il est sensible à la question des bidonvilles. Il saisit l'occasion pour introduire une politique de planification urbaine qui encourage explicitement la participation de la population à l'aménagement de leur territoire.

En 1984, Villa El Salvador se détache de Lima et peut élire son propre conseil municipal. Le pouvoir est partagé entre l'organisation communautaire de la population et la municipalité. Un plan de développement sur dix ans est élaboré en 1999. Dans le cadre de son élaboration, une session plénière se déroule sur la Place de la Solidarité: quelque 500 dirigeants de huit «arrondissements» de la municipalité arrêtent les priorités définitives parmi lesquelles figure en bonne place la consolidation d'un parc industriel.

Le véritable décollage du parc s'opère en 1992. Un projet de développement intégral basé sur la commercialisation, l'assistance technique à la production, le financement et la formation entrepreneuriale se met en route pour inciter l'installation d'entreprises dans le parc.

Un parc industriel communautaire

En misant sur le regroupement de petites unités de production locales plutôt que sur une hypothétique implantation de grandes entreprises, VES a incité les artisans de la production locale à s'organiser par champ professionnel au sein d'entreprises débordant le seul cadre familial et à mettre en commun leurs achats, leur machinerie et la commercialisation de leurs produits. Aujourd'hui, après dix ans d'efforts, les résultats sont probants: sur une population active de 100 000 habitants, VES réussit à regrouper, à partir de son parc industriel considéré comme un pôle de développement, 30 000 postes de travail distribués dans 8000 petites et microentreprises, dont 5000 dans le commerce, 2000 dans l'industrie et 1000 dans les services.

VES fait donc voir comment il est possible d'impulser des entreprises et des organisations à partir du «rez-de-chaussée» de l'économie, à partir de l'économie de subsistance communautaire. Les activités économiques informelles de VES étaient des activités de petites entreprises familiales, peu ou pas réglementées, utiles à la survie de ces familles mais pratiquement pas inscrites dans un processus d'accumulation. La politique de dé-



Assemblée de quartier dans le bidonville d'El Salvador, devant un édifice abritant la bibliothèque communale et la clinique dentaire.

LOUIS FAVREAU

veloppement local de VES, par son parc industriel, est venue faire prendre l'escalier qui conduit à l'accumulation dans le cadre d'entreprises pour partie collectives, pour partie privées.

Le Parc industriel de VES est devenu un lieu favorisant en amont et en aval la mise en réseau de centaines de très petites entreprises incapables, sur leur seule base individuelle, de sortir de la stricte survie. Cet espace, dévolu à des fins industrielles, est finalement devenu structurant en fournissant quatre types de services: un espace de proximité favorisant un système d'aide mutuelle; un espace de mobilisation favorisant des démarches partenariales et le fonctionnement associatif de petits entrepreneurs et de petits commerçants locaux; un espace d'intervention pour le soutien à des projets (en matière de formation, de commercialisation des produits, de transport, de promotion, etc.); un lieu privilégié de développement de nouvelles mesures municipales liées à la mise en place de l'infrastructure urbaine (électricité, système d'égouts, proximité des routes, etc.).

Les tensions inhérentes au développement local

Le développement local en milieu latino-américain s'inscrit dans un rapport de force entre acteurs. Des tensions prennent forme autour de l'occupation de l'espace (à l'intérieur du bidonville) et autour de l'utilisation des ressources publiques pour le développement d'une communauté ou d'une région, etc. Les uns interviennent au nom de la reconstruction du tissu social, au nom de la gestion collective de l'environnement pour un développement durable, au nom du contrôle par la communauté de son développement, bref au nom des droits économiques, sociaux et environnementaux des citoyens. Tandis que les autres interviennent au nom de l'inscription des métropoles dans la mondialisation, au nom de l'insertion des entreprises sur le marché mondial, au nom de l'initiative entrepreneuriale individuelle par opposition aux initiatives locales collectives adossées à des politiques publiques volontaristes.

Les expériences de développement local en Amérique latine nous amènent à formuler une proposition. Certaines conditions, généralement sous-esti-

mées, sont fortement présentes: une intervention de soutien de l'État aux initiatives locales, un système local d'échange, la présence active d'un gouvernement local, la nécessité d'un environnement favorable à l'entrepreneuriat, des mouvements sociaux locaux vigoureux. Et, partant de là, une cohabitation des trois pôles de développement d'une société — le marché, l'État et la société civile, notamment par ses organisations économiques populaires.

Louis Favreau dirige la chaire de recherche du Canada en développement des collectivités de l'Université du Québec à Hull. Il est rattaché à l'ARUC Économie sociale et à CRISE. Il est l'auteur de plusieurs livres, dont Économie sociale et insertion: bilan international, publié avec J. Defourny et J.-L. Laville à Paris (Desclée de Brouwer, 1998). Le présent texte a été écrit avec la collaboration de Miguel Azcueta, premier maire de Villa El Salvador.

RENDEZ-VOUS DE MONTRÉAL

RECONVERSION URBAINE

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

uqam.ca

Connaissez-vous

1'ARC?



Optez pour le baccalauréat en Animation et Recherche Culturelles, un programme de premier cycle complet et branché sur le milieu socioculturel.

- Un programme sur les enjeux de la démocratisation et du développement culturel.
- Une formation polyvalente et multidisciplinaire incluant des cours en communications, en sociologie, en théâtre et en gestion.
- Un milieu étudiant dynamique et impliqué: Spect'arc, ligue d'improvisation, réseau socioprofessionnel, page Web, journaux (Cactus et La Page), association étudiante.
- Un stage d'intervention ou de recherche de plus de 600 heures dans une grande variété d'organismes culturels, de loisirs, communautaires, dans des médias, des festivals et des maisons de la culture.
- L'acquisition de compétences diversifiées et adaptées au marché du travail.

(514) 987-3634
www.unites.uqam.ca/arc

Le Département de Géographie de 1'UQAM, c'est...



(514) 987-4131

www.geo.uqam.ca

- Une formation diversifiée et flexible, pour des compétences adaptées à la recherche scientifique et au marché du travail.
- Des programmes sur les enjeux territoriaux et environnementaux d'aujourd'hui et de demain.
- Une équipe de professeurs chevronnés et dévoués, actifs sur plusieurs tribunes.
- Des outils et des technologies de pointe pour l'analyse de l'espace et la gestion des territoires.
- Des excursions, des activités-terrain et des stages qui ouvrent de nouveaux horizons.

Pour l'expertise du territoire... la géographie

> Faites plus amples connaissances.

UQAM



ARCHIVES LE DEVOIR

La place principale à Lima.

> Faites plus amples connaissances

UQAM

RENDEZ-VOUS MONTRÉAL

Développement d'entreprises

Le techno-parc n'est pas une solution-miracle

La ville technologique naît d'une politique d'implantation pensée à long terme

Des études menées sur le territoire français démontrent que le développement techno-scientifique d'une ville tient plus des relations sociales et professionnelles que du fait de la proximité des entreprises. Dur coup pour les divers technoparcs dont le mérite premier est l'obtention de résultats politiques immédiats pour les élus locaux.

MICHEL GROSETTI

Les politiques de reconversion industrielle cherchent souvent à transformer une «friche industrielle» en «pôle technologique» en créant des parcs technologiques et divers dispositifs destinés à favoriser le développement techno-scientifique (pépinières d'entreprises, mise en place de réseaux électroniques à haut débit, etc.). On suppose en général que le rassemblement sur une aire géographique réduite de plusieurs entreprises ayant des activités de recherche et de développement apporterait un surcroît d'efficacité à cause des relations qu'elles établiraient entre elles grâce à cette proximité. S'il existe à proximité une université ou d'autres établissements d'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs) ou de recherche (laboratoires gouvernementaux), on met l'accent sur les relations entre la recherche et l'industrie, sur les «transferts de technologie» et sur l'innovation technique.

Les études empiriques sur les échanges entre les universités et l'industrie, comme celles menées



ARCHIVES LE DEVOIR

Dans les villes où l'on peut observer un développement techno-scientifique réel (comme à Toulouse), l'accumulation des entreprises et des établissements scientifiques n'est pas la conséquence des politiques récentes, mais résulte plutôt d'un long processus historique.

à l'Université Toulouse-le-Mirail, ou conjointement avec d'autres institutions, dans des sites français, contredisent certains fondements de ces politiques qui semblent aller de soi.

Réseaux

Les effets de proximité spatiale dans les collaborations recherche-entreprises existent bien mais ils se situent à l'échelle des agglomérations urbaines et non à celle des parcs d'activités. Le fait d'être situé dans un même

parc n'accroît en rien les probabilités de collaboration par rapport à des partenaires situés ailleurs dans une même agglomération. Autrement dit, on pourrait très bien imaginer de disperser les activités de recherche et développement dans une agglomération urbaine sans rien enlever au bénéfice de la proximité des universités et de la concentration des entreprises.

Les collaborations entre les entreprises ou entre elles et les laboratoires de recherche se nouent

souvent sur la base de relations sociales, mais celles-ci ne sont pratiquement jamais issues de la fréquentation de lieux tels que les restaurants interentreprises ou les autres structures collectives des parcs, comme certains le prétendent. Elles se nouent pour l'essentiel au sein du système d'enseignement supérieur et dans la circulation des personnes au sein du marché local du travail. Les anciens collègues ou les gens qu'on a connus à l'université sont ceux sur lesquels on s'appuie pour trouver des partenaires industriels ou de recherche. Toutefois, dans certains cas, les rapprochements sont facilités par le travail de personnes chargées de l'animation technologique dans les universités ou dans les services des collectivités locales.

Acquis historiques

Dans les villes où l'on peut observer un développement techno-scientifique réel (en France, Grenoble ou Toulouse sont de bons exemples), l'accumulation des entreprises et des établissements scientifiques n'est pas la conséquence des politiques récentes, mais résulte d'un long processus historique impliquant des logiques sociales diverses (carrières des scientifiques, demande d'enseignement, stratégies des firmes) et des décisions politiques dont les résultats peuvent être très importants, mais sont souvent inattendus et à plus long terme que prévu.

Il y a donc une place pour les politiques publiques de développement techno-scientifique. Les plus efficaces dans le passé ont été celles qui consistaient à investir directement dans les institutions d'enseignement supérieur et de recherche pour favoriser le développement de disciplines à impact industriel (le génie électrique ou la chimie). Ce sont les plus sûres, mais elles ont le défaut de prendre du temps pour aboutir à des résultats: il faut de longues années pour créer une université, une école d'ingénieurs ou même un laboratoire. Cela rend les actions en faveur des organisations scientifiques peu visibles à court terme et inefficaces pour assurer la réélection d'un responsable local.

À plus court terme, le recrutement de personnes spécialisées dans l'intermédiation entre les entreprises et la recherche semble avoir quelque efficacité, mais la visibilité de ce type d'action est relativement faible. À l'inverse, l'aménagement d'un parc d'activité présente l'avantage de prendre peu de temps et d'être très visible, ce qui est intéressant pour que des élus locaux puissent se prévaloir d'un bilan flatteur. Le fait que cela n'ait pas d'impact réel sur les relations science-industrie devient alors assez secondaire...

Michel Grossetti est sociologue. Professeur à l'Université de Toulouse-le-Mirail, il est rattaché au Centre d'étude des rationalités et des savoirs (Cers). Il est l'auteur de plusieurs articles et livres sur la reconversion, dont Science, industrie et territoire (Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 1995).

Développement

Une nouvelle géographie économique pour le Québec

Les relations de complémentarité entre Montréal et les régions

Les centres locaux de développement du Québec (CLD) sont entrés dans leur quatrième année d'existence. Mise sur pied en février 1999, l'Association des centres locaux regroupe les CLD et les autres organismes qui œuvrent au développement économique et à la création d'emplois dans les diverses régions du Québec. Le président du regroupement témoigne des nouvelles relations qui s'établissent entre Montréal et les autres régions du Québec.

RÉGINALD HARVEY

De l'avis d'Yvon Leclerc, président de l'Association des centres locaux, les structures politiques et administratives en place sont loin de favoriser la création de liens harmonieux entre Montréal et les autres régions. «Le gouvernement a créé le ministère de la Métropole, qui a tendance à obéir à des règles et des objectifs n'étant pas nécessairement les mêmes que ceux du ministère des Régions. Pour compliquer encore l'affaire, il y a maintenant un autre ministère qui est relié à la Capitale, soit à la région de Québec.» Ce clivage ministériel a compliqué les rapprochements.

Perception et réalité

De nombreux écueils se sont constamment dressés dans l'harmonisation des rapports entre Montréal et les régions. «On ne se contera pas d'histoire, c'est beaucoup lié à des perceptions qui remontent en grande partie au rapport des années 1970 de Martin, Higgins et Raynault. Selon ce dernier, développer Montréal, c'était aussi développer tout le Québec. C'est comme s'il y avait une grande vague qui part de Montréal et qui se rend jusqu'à Blanc Sablon.» D'après des études plus récentes, il est maintenant prouvé que les effets concrets de la présence des villes peuvent se chiffrer précisément en termes de kilomètres de rayonnement sur leurs espaces environnants.

Nonobstant ce phénomène de perception, il souligne que, lors de sa présence au Conseil des affaires sociales il y a dix ans, des rapports prônaient nettement l'esprit de corps entre les pôles urbains et ruraux: «On disait qu'il faut faire avec Montréal et non pas en opposition avec elle. C'est plus vrai que jamais. Opposer Montréal et les régions, c'est complètement fou. C'est opposer Paris au reste de la France, Berlin au reste de l'Allemagne. Ça ne se fait pas. Ce n'est pas de cette façon que cela fonctionne. Un état national doit tisser des liens serrés entre les villes et ses divers milieux.»

L'intelligence des communautés locales

Au cours de la phase de passage de la modernité à la mondialité, chacun des territoires en région doit concevoir sa propre stratégie de développement. Il n'empêche que l'effet de nombre joue en faveur de Montréal dans ce contexte. Ainsi en va-t-il dans le domaine de la recherche: «Si on veut que les communautés locales soient les plus intelligentes possible, qu'elles aient accès au savoir, à la formation et à la connaissance, il faut que l'enseignement supérieur et la recherche universitaire soient partagés avec les régions. Or, on constate que l'effet de sédimentation, de regroupement sur l'île de Montréal et autour de celle-ci, est très fort dans le domaine de la recherche tant publique que privée.»

Fort heureusement la stratégie est en train de se redéployer autrement: la vallée de l'aluminium se met en place au Saguenay-Lac-Saint-Jean et le secteur maritime trouve son élan naturel dans le bas du fleuve. Un mouvement de déconcentration de la recherche et du développement se produit.

Montréal et la mondialisation

La transformation de la matière en provenance des régions ressources a changé de pôle. Yvon Leclerc y va d'un constat: «Il est clair que Montréal s'est maintenant trouvé des niches, des créneaux très particuliers situés autour de l'intelligence, de la recherche et de l'enseignement supérieur, ce qui est incontestable. Il

y a aussi les secteurs du multimédia et de la culture, qui sont très forts. Quant à la transformation des matières, elle ne se fait plus beaucoup à Montréal, mais plutôt sur la Rive-Sud dans un grand triangle qui part à peu près de Montmagny et englobe la Beauce, les Cantons de l'Est et la Montérégie.» Le statut de Montréal change: «Elle en train de devenir une métropole internationale qui joue pleinement son rôle à l'échelle mondiale, et on ne lui en demande pas davantage. Plus elle va prendre sa place dans la mondialité, plus le Québec au complet va en profiter.»

A son avis, il en va de même pour Québec qui s'affirme de plus en plus sur le plan international et ce, au profit de l'ensemble du territoire. Il existe aussi à Trois-Pistoles, une ville de 3500 habitants, une école de langues affiliée à l'Université Western située en Ontario. Ce lieu d'apprentissage de la langue anglaise est en train de s'ouvrir également sur l'espagnol, donc sur l'Amérique latine. «Trois-Pistoles a décidé de jouer sa carte mondiale. Autrement dit, les rapports de Montréal, mais aussi ceux de Québec et d'autres milieux, diffèrent et ne se situent plus dans une perspective de centre versus périphérie, comme il en est question dans la foulée du rapport de Martin, Higgins, Raynault. On n'est plus en concurrence et on développe des relations différentes. On a complètement cassé ce modèle-là», laisse-t-il savoir.

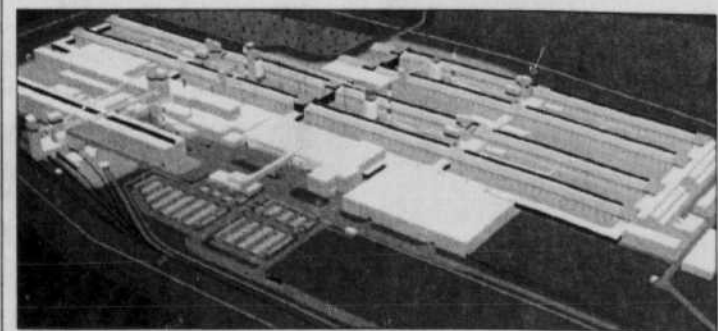
De nos jours, les entreprises québécoises se livrent à de nombreuses activités commerciales Nord-Sud. Il se dégage une signification de cette activité accrue: «Juste au milieu des années 1980, la révolution tranquille a apporté la modernité. Maintenant, on est rendu à une nouvelle phase qui reconfigure les rapports entre les territoires, entre les villes et entre la Capitale et la Métropole. De telle sorte que, même au niveau micro d'une municipalité régionale de comté (MRC), en termes de développement, il n'y a pas d'autre issue que la complémentarité.»

Le discours de la transformation

Les régions ressources doivent trouver les moyens de procéder sur place à la transformation des produits qu'elles exportent à la tonne. «C'est un discours incessant pour nous et on ne cesse de le marteler. La valeur ajoutée et la plus-value, elles sont là! Nos 2x4 s'en vont directement aux États-Unis sans être transformés ou ouverts. La vraie richesse, elle passe la frontière et, en plus, les Américains ont le culot de charger à l'industrie un droit de compensation de 30 %. C'est ridicule. C'est ici qu'il faut transformer le bois», fait-il valoir.

Cette transformation de 2^e et 3^e générations doit prévaloir dans plusieurs domaines. Yvon Leclerc insiste sur les capacités intellectuelles nécessaires en matière de plus-value: «Il faut profiter de la richesse chez-nous et celle-ci vient de l'innovation, de la recherche et de ce que nous avons entre les deux oreilles. Il faut transformer ici, que ce soit dans l'agroalimentaire ou dans les matières premières. C'est une vérité, sinon une lapalissade, tellement c'est la base du développement économique.»

Les centres locaux de développement tentent de créer une synergie des forces en présence là où ils interviennent. Au bout du compte, le président de l'Association des CLD considère donc que ces derniers fondent leur action sur cet essor de l'économie des territoires sur lesquels ils travaillent à la grandeur de Québec. «Notre premier travail, c'est de mobiliser les meilleures énergies de nos milieux pour les convertir à un plan d'action qui se concrétise par des projets et du développement. C'est notre mission de base.»



ARCHIVES LE DEVOIR

Maquette de la nouvelle usine d'Alcan, à Alma.

Le Technopôle Angus, au coeur...



...de l'innovation



...de la vie



...de la vie

Subvention de **40%** pour chaque emploi créé durant **cinq** années consécutives. Aucun plafond imposé.

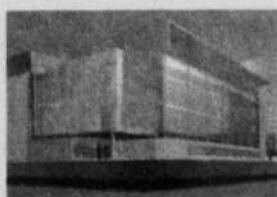
Secteurs admissibles :

- technologies de l'information et des communications
- technologies de la production
- biotechnologies
- technologies des matériaux
- services de nature scientifique et technologique

Espaces à louer :



4101 MOLSON
20 000 pi² d'espace bureau disponibles maintenant
Idéal pour les entreprises de la nouvelle économie



CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DES BIOTECHNOLOGIES ANGUS
60 000 pi² disponibles en location sur plan
Ouverture novembre 2002

Technopôle
ANGUS
Le Carrefour de l'Innovation de Montréal

(514) 528-5230
www.technopoleangus.com

En partenariat avec:

Canada
Canada

Canada Economic
Development

Investissement
Québec

Québec
Ministère des
Affaires municipales
et de la Métropole
Emploi-Québec

FONDACTION
CSN

RENDEZ-VOUS MONTRÉAL

ÉCONOMIE

Le retour au territoire

La mondialisation n'entraîne pas la mort des économies territoriales

Le problème de la distribution de la richesse n'est pas entre les pays, mais à l'intérieur d'un pays donné. La mondialisation profite à tous: seule la solidarité sociale permet cependant un juste partage. Propos à contre-courant d'un ténor de la géographie contemporaine sur les relations entre les régions et les États, Georges Benko.

Depuis une dizaine d'années, la notion de territoire joue un rôle important dans l'économie. Comment expliquez-vous ce retour du territoire et de l'économie régionale dans l'action publique?

Longtemps la science économique n'a accordé que peu d'importance à la notion de territoire. Mais à partir des années 1990, les mutations en cours produisent un nouveau contexte. Un espace économique est marqué par la compétitivité des territoires. Il s'agit de la différence de performance de territoires aux conditions matérielles similaires. Le territoire est devenu un acteur économique! Chaque territoire est spécifique, une matrice de ressources relationnelles.

L'organisation spatiale de l'économie contemporaine a connu des modifications. Un glissement d'échelle se produisait. On assiste à la création des blocs économiques et de leurs zones d'influence, comme l'ALENA, l'Europe unie ou encore le Mercosur. Pris en état de décentralisation, la construction des grands ensembles économiques et l'hégémonie du marché, l'État voit diminuer son rôle dans la politique économique et dans l'aménagement. Parallèlement, le poids économique des territoires locaux est en croissance.

La production est territoriale, elle entretient un lien plus fort avec le milieu local qu'avec l'espace national. Le système de relation ainsi établi est local-international. Dans la période antérieure, les relations nationales dominaient. On peut expliquer ainsi la renaissance de l'intérêt envers les économies territoriales. Globalisation ne signifie donc pas homogénéisation de l'espace mondial mais, au contraire, différenciation et spécialisation. Les régions ou, encore mieux, les territoires sont ainsi devenus les sources d'avantages concurrentiels. Contrairement aux prédictions les plus sombres, les «territoires» avec leurs spécificités ne sont pas effacés sous les flux économiques de la mondialisation.

Économie solidaire

Quel est le rôle de l'économie sociale ou de l'économie solidaire, ou encore du «tiers secteur» dans l'aménagement du territoire d'aujourd'hui?

D'abord précisons que les trois termes utilisés sont proches et se recoupent, mais couvrent un autre aspect de la question. Le point commun entre toutes ces initiatives, c'est de développer une nouvelle forme d'entrepreneuriat qui utilise la création d'activités pour satisfaire d'autres buts que la maximisation du profit. Des agriculteurs biologiques fondent une société coopérative pour maîtriser la mise en marché de leurs produits, des travailleurs sociaux créent des entreprises d'insertion pour la collecte et le tri des déchets, etc.

Avec la mondialisation, «le niveau de vie des gens s'améliore ailleurs, la revendication du bien-être n'est pas limitée au périmètre restreint des nations déjà développées»

Ce type d'activités représente d'ores et déjà environ 4 % des emplois salariés et du PIB français. L'économie sociale et solidaire, les entreprises coopératives et mutualistes représentent autant de formes alternatives à la propriété du capital de l'entreprise qui doivent être encouragées par une loi-cadre qui consacre et protège durablement leur spécificité. Alain Lipietz a publié un ouvrage récemment sur ce thème [Pour le tiers secteur, Paris, La Découverte, 2001], dans lequel on trouve aussi bien des éléments théoriques que des propositions pour la mise en pratique.

Économie solidaire et développement durable sont intimement liés. La solidarité est au cœur même de la définition du développement soutenable. La solidarité n'est pas la redistribution à la marge de ce qui est nécessaire à l'entretien d'un sous-prolétariat marginalisé ou de ce qui est indispensable pour éviter les conflits sociaux: elle doit être un principe d'organisation sociale. Les nouveaux principes établis dans l'idée du développement durable correspondent parfaitement à la mise en pratique de l'économie sociale, et permettent aussi une meilleure participation des citoyens dans la vie économique et dans les projets d'aménagement.

Mondialisation

La mondialisation est souvent accusée d'être la source de tous les maux de l'économie. Une telle analyse est-elle acceptable?

La mondialisation n'est pas un «problème» en soi, ni une nouveauté. Le problème vient de sa gestion. Différents mouvements sont apparus contre la mondialisation depuis



Le centre-ville de Québec fut entouré d'une clôture de quatre kilomètres pour protéger les participants des manifestations anti-mondialisation durant le Sommet des Amériques, en avril dernier. La mondialisation est souvent accusée d'être la source de tous les maux de l'économie.

les années 1990. Curieusement des anti-mondialistes sont de gauche comme de droite sur l'échiquier politique, ils veulent arrêter l'évolution. Les pays industriels avancés sont en train de découvrir que le monde n'est pas fait que de consommateurs, mais aussi de producteurs. Quand le marché devient mondial, tous les pays demandent à être traités sur un pied d'égalité. Cela change les relations commerciales internationales, et c'est inévitable, pour ma part, je dis «vive la mondialisation», parce que celle-ci signifie que le niveau de vie des gens s'améliore ailleurs, que la revendication du bien-être n'est pas limitée au périmètre restreint des nations déjà développées. C'est une idée universelle. Il faut donc repenser l'organisation du marché mondial.

Le libre-échange a des effets inégaux. L'histoire économique montre qu'il favorise les pays dominants et les petites nations commerçantes. C'était autrefois le cas pour les Pays-Bas et plus récemment pour Hongkong. Imposé trop tôt à des pays faibles, il tue leur industrie; c'était le cas déjà au XIX^e siècle pour le textile de l'Inde. Mais, bien dosé, il est un multiplicateur de richesse. On sait aussi que le libre-échange absolu n'existe pas. Ce qui ne veut pas dire que tout ce qui est en deçà est du protectionnisme. Le miracle économique des pays d'Asie des derniers temps s'est fait

grâce aux exportations, mais à la faveur d'une ouverture asymétrique concédée à ces pays par les États-Unis. À l'inverse, les régimes les plus fermés de l'histoire sont sans doute l'Albanie socialiste, l'URSS de 1938 ou la Chine de 1970, où le commerce extérieur représentait environ 1 % du PIB; vous connaissez le résultat.

La mondialisation est devenue avant tout la mondialisation du doute quant à ses bienfaits. Mais malgré tout, même s'il y a des gagnants et des perdants dans la mondialisation, il faut souligner deux éléments: d'abord qu'il y a plus de gagnants que de perdants; puis qu'il existe un véritable problème de distribution. Mais la question de distribution des revenus est plutôt un problème au sein des pays, pas entre eux.

Reconversion

Un grand colloque aura lieu à Montréal sur la reconversion des activités économiques en milieu urbain. Est-ce que c'est toujours une question d'actualité? Comment peut-on associer la population locale à la politique de reconversion?

La reconversion reste toujours une actualité, et à n'importe quel moment de l'histoire économique. L'évolution est cyclique, des secteurs industriels disparaissent et d'autres naissent. Les «vieilles industries», comme les nouvelles,

sont liées à des lieux; la modification d'un secteur d'activité provoque un impact sur les villes et régions concernées. Les interventions des politiques publiques ne peuvent que retarder — mais pas empêcher — le mouvement de la dynamique économique. L'objectif de la politique de reconversion, et de l'aménagement, est d'éviter les chocs, la marginalisation de la population dans des zones en difficulté, la fracture sociale, et en même temps de redynamiser l'économie en la plaçant sur une trajectoire qui répond bien à la demande sociale contemporaine.

Vous avez une expérience au Québec dans ce domaine, bien connue même en France, c'est l'opération Angus à Montréal. Dans ce projet, les acteurs politiques et économiques, mais également sociaux, ont réussi à intégrer la population dans le renouvellement économique et social de leur quartier, et à redonner l'espoir à une nouvelle vie de quartier. Dans tout colloque portant sur ce thème, les intervenants

analysent les expériences récentes et montrent comment on peut associer la population locale dans les grands projets de reconversion.

Propos recueillis par Juan-Luis Klein.

Georges Benko est spécialisé en géographie économique. Professeur à la Sorbonne, il est rattaché au CEMI de l'École des hautes études en sciences sociales et dirige la revue Géographie, Économie, Société. Il a produit plusieurs travaux sur le développement économique local, notamment en collaboration avec Alain Lipietz. Les régions qui gagnent (Paris, Presses universitaires de France, 1992) et La Richesse des régions (Paris, Presses universitaires de France, 2000).

uqam.ca

Études urbaines

Baccalauréat en urbanisme

Une formation professionnelle transdisciplinaire, accréditée par l'Ordre des urbanistes du Québec et l'Association internationale pour l'enseignement et la recherche en aménagement et en urbanisme.

- Des apprentissages opérationnels
- Une pédagogie conviviale et novatrice
- Volet international spécialisé

Baccalauréat avec majeure en études urbaines

Une formation théorique multidisciplinaire pour comprendre le phénomène urbain.

Un cheminement personnalisé vous permet de conjuguer la majeure avec l'une des mineures suivantes :

- Études de la population
- Études féministes
- Études interethniques
- Philosophie
- Science, technologie et société
- Patrimoine urbain

Maîtrise en études urbaines

Programme offert conjointement par l'UQAM et l'INRS

- Profil avec mémoire
- Profil sans mémoire

Le programme vise à former les étudiants à l'analyse des transformations urbaines et à l'évaluation des projets urbains.

MBA pour cadres spécialisés en affaires municipales

Le programme a pour objectif de former des gestionnaires municipaux qui pourront faire preuve de polyvalence dans l'exercice de leurs fonctions.

MBA pour cadres spécialisés en gestion des villes et métropoles

Cheminement spécialisé offert avec la participation conjointe de l'UQAM et de l'INRS.

Le programme a pour objectif l'approfondissement des compétences des gestionnaires urbains, en particulier dans le cas des grandes villes et métropoles. Le programme a une vocation à la fois nationale et internationale.

Doctorat en études urbaines

Programme offert conjointement par l'UQAM et l'INRS

Le programme vise à former des chercheurs spécialisés dans l'analyse du développement urbain.

Admission : (514) 987-3132
www.regis.uqam.ca

> Faites plus amples connaissances.

UQAM

Faculté de l'aménagement
Institut d'urbanisme

1961
40 ANS À IMAGINER
LA VILLE DE DEMAIN
2001

Université de Montréal

L'institut d'urbanisme

Pour se situer au carrefour des préoccupations concernant l'habitat, l'environnement, le développement durable, le design urbain, les grands équipements, la gestion métropolitaine et le patrimoine urbain.

Mineur en urbanisme
Baccalauréat en urbanisme
Maîtrise en urbanisme
DESS en gestion urbaine
pour les pays en développement

Pavillon de l'aménagement
2940, Ch. de la Côte-Ste-Catherine, bureau 3072
Montréal, Qc H3T 1B9
(514) 343-5699 www.urb.umontreal.ca

La recherche POUR ÉCLAIRER LES CHOIX DE SOCIÉTÉ



L'Institut national de la recherche scientifique (INRS) joue un rôle de premier plan dans le développement des connaissances sur les villes, les populations, la culture et la société. Force vive du savoir et de la formation scientifique de 2^e et de 3^e cycle, l'INRS :

- approfondit plusieurs questionnements au cœur des choix collectifs dans une perspective internationale;
- offre deux programmes de maîtrise et de doctorat en études urbaines, conjointement avec le Département d'études urbaines de l'UQAM, et en démographie, conjointement avec le Département de démographie de l'Université de Montréal;
- anime de nombreux réseaux de recherche où collaborent des chercheurs de plusieurs milieux.



Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique
La science en ACTION pour un monde en ÉVOLUTION

Téléphone: (514) 499-4000 www.inrs.quebec.ca

Carrières & professions

RENSEIGNEMENTS :
Christiane LEGAULT : 514.985.3316
clegault@ledevoir.com



COLLOQUE INTERNATIONAL
RENDEZ-VOUS MONTRÉAL 2002
 Du 28 au 31 mai 2002

D'envergure internationale, le colloque Rendez-vous Montréal 2002 mettra en vitrine une vingtaine d'expériences alternatives de reconversion industrielle européennes et américaines. Une trentaine d'experts, universitaires et intervenants de milieu, commenteront et analyseront ces expériences afin d'identifier les conditions permettant de donner, en empruntant une voie alternative, une seconde vie à des sites industriels laissés pour compte par les forces du marché et les pouvoirs publics. Les participants pourront discerner les similarités et les originalités des diverses expériences retenues. Ils découvriront également des initiatives de développement local transférables.

Mardi 28 mai

19 H OUVERTURE DU COLLOQUE

La participation de la société civile au développement socio-économique est devenue un enjeu important pour la mise en valeur ou le redéveloppement de territoires urbains. Pour les différents paliers de gouvernement, cette participation assure le renouvellement des modalités de gouvernance. Elle permet une responsabilisation par la base. L'État est ainsi amené à jouer un rôle important en appuyant et en accompagnant les différentes démarches qui sont prises en ce sens.

- Roch Denis, recteur de l'UQAM
- Michel Gonnet, directeur exécutif, Caisse des Dépôts et Consignations, France
- Carlos Mendizabal, représentant du gouvernement mexicain pour le programme LEED de l'OCDE
- Claude Drouin, secrétaire d'État, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
- Rita Dionne-Marsolais, députée de Rosemont et ministre déléguée à l'Énergie à l'Assemblée nationale

20 H CONFÉRENCE D'OUVERTURE LA CONTRIBUTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À LA RECONVERSION INDUSTRIELLE

- Donald Johnston, secrétaire général de l'OCDE

21 H COCKTAIL

Mercredi 29 mai

9 H LE DÉFI DE LA RECONVERSION

Présentation des grands objectifs et enjeux du colloque dont : Comment miser sur l'innovation sociale pour accroître la capacité de mobilisation et la mise en place des dynamiques territoriales gagnantes ? Comment favoriser une économie plurielle en permettant un arrimage fort entre l'économie libérale et l'économie sociale ?

- Sergio Arzeni, directeur du programme LEED de l'OCDE
- Louis L. Roquet, président du conseil d'administration de la SDA
- Benoît Lévesque, directeur de l'ARUC-économie sociale, UQAM
- Nancy Neamtan, présidente du Chantier de l'économie sociale

10 H 30 LES STRATÉGIES DE RECONVERSION INDUSTRIELLE : POINT DE VUE DE CHERCHEURS

S'appuyant sur un groupe d'experts universitaires, cette session présente des points de vue européens et américains sur des modalités de reconversion industrielle et de développement urbain.

- Juan-Luis Klein, département de géographie, UQAM
- Walter Stöhr, département d'économie et d'administration, Vienna University
- Peter Kresl, département d'économie, Bucknell University, Pennsylvanie
- Jean-Louis Laville, Laboratoire du changement des institutions, CNRS/CRIDA
- Daniel Hiernaux, département des sciences sociales, Universidad Autonoma Metropolitana de Mexico

13 H 30 ATELIERS : LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE D'INITIATIVES DE RECONVERSION INDUSTRIELLE

Le savoir-faire développé par des collectivités locales constitue une source de richesse inestimable. Des représentants d'expériences européennes et américaines de reconversion industrielle et de rétention d'emplois initiées par la société civile présentent les conditions de mise en œuvre et de développement de leur projet.

ATELIER 1

LE PROBLÈME DE L'EMPLOI ET LA RECONVERSION DES QUARTIERS INDUSTRIELS

De l'économie au social : une corporation de développement économique communautaire de Toronto (Canada)

La revitalisation d'un quartier ouvrier par un centre technologique à Montevideo (Uruguay)

- Eunice Grayson, Learning Enrichment Foundation
- Alan Tonks, membre du parlement municipal de York South Weston
- Ember Martinez et Guillermo Pomi, Parque Tecnológico del Cerro
- Marc-Urbain Proulx, département des sciences économiques et administratives, UQAC
- Diane-Gabrielle Tremblay, Télé-Université, Université du Québec

UN ÉVÉNEMENT CONJOINT :



ATELIER 2

L'INSERTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE EN MILIEU URBAIN

De l'exclusion à l'inclusion: la réappropriation du développement à Villa El Salvador (Lima, Pérou)

- Sigifredo Velásquez Ramos, Colectivo Integral de Desarrollo
- Agnes Beaulieu, directrice générale, Insertech Angus
- Louis Favreau, département de travail social, UQAM

ATELIER 3

LES SYNDICATS ET LE MILIEU LOCAL DANS LE REDÉVELOPPEMENT DE VIEILLES ZONES INDUSTRIELLES

La revitalisation des communautés industrielles : l'expérience du Center for Labor and Community Research à Chicago (États-Unis)

L'innovation institutionnelle au service du développement régional : des expériences du Nord-Est de l'Angleterre

- Dan Swinney, Center for Labor and Community Research à Chicago
- Andy Pike, Centre for Urban and Regional Development Studies (CURDS) University of Newcastle
- Élise Tessier, directrice générale, Réseau investissement social du Québec
- Daniel Hiernaux, département des sciences sociales, Universidad Autonoma Metropolitana de Mexico

ATELIER 4

LA RECONVERSION À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

La revitalisation du complexe de sidérurgie Falk (Sesto San Giovanni, Italie)

Une approche régionale de reconversion : IBA Emscher Park (1989-1999) et le « Projekt Ruhr » (2000-2005) dans la partie nord de la région de la Ruhr (Allemagne)

- Fabio Terragni, Agence de Développement Nord, Milan
- Michael Schwarse-Rodrian, Projekt Ruhr GmbH, Northrhine-Wesphalia
- Jean Carrière, département de géographie, UQAM
- Claude Manzagol, département de géographie, Université de Montréal

ATELIER 5

L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT LOCAL : LA MISE EN COMMUN DE SERVICES

Un centre local de développement : le South Cork Enterprise Board Ltd (Irlande)

La revitalisation par l'environnement : l'expérience du Green Institute de Minneapolis (États-Unis)

- Seán O'Sullivan, South Cork Enterprise Board
- Michael Krause, Green Institute
- Sydney Ribaux, Équiterre
- Anne Latendresse, département de géographie, UQAM

ATELIER 6

DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL PAR L'INNOVATION ET LE SAVOIR

Intercommunalité et partenariat : le cas de SICOVAL dans l'agglomération toulousaine (France)

L'innovation économique par l'économie sociale : la reconversion en Bourgogne (France)

- Claudine Subra-Mazoyer, SICOVAL
- Michel Grossetti et Régis Guillaume, Université de Toulouse le Mirail
- Albert Boudot, Agence locale de développement de l'économie sociale et solidaire de la communauté urbaine le Creusot-Montceau Les Mines
- Yvon Leclerc, Association des centres locaux de développement du Québec
- Sylvain Lefebvre, département de géographie, UQAM

ATELIER 7

LA CULTURE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Une stratégie culturelle de reconversion : La Belle de Mai à Marseille (France)

La culture comme moteur du développement local : l'expérience de Bilbao (Espagne)

- Philippe Foulquié, La Belle de Mai
- Jaime Del Castillo, Société de développement local Infyde
- Annie Vidal, Faites de la musique, Espaces émergents, Montréal
- Gilles Sénécal, INRS-urbanisation

ATELIER 8

ÉCONOMIE SOCIALE ET REVITALISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

Du développement social au développement économique : l'expérience d'ECOF (Trois-Rivières)

La reconversion à l'économie sociale d'un site charbonnier à Charleroi (Belgique)

- Jean-François Aubin, Économie communautaire de Francheville
- Christian Jenicot, A.S.B.L. Monceau-Fontaines
- René Doré, Centre de formation populaire
- Alain Faure, chercheur CNRS CERAT, Institut d'Études Politiques de Grenoble

ATELIER 9

RECONVERSION DE TERRITOIRES DE LA VIEILLE ÉCONOMIE

La revitalisation par le développement d'un complexe industriel et culturel (Cité des arts du cirque, Montréal)

La reconversion sectorielle de régions minières : la Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières (France)

- Charles-Mathieu Brunelle, directeur général, Cité des arts du cirque
- Louis Jolin, département d'études urbaines et touristiques, UQAM
- Albert Suissa, directeur des affaires internationales, SOFIREM
- Bernard Jouve, École nationale des travaux publics de l'État, Lyon

Jeudi 30 mai

EXPÉRIENCES MONTRÉALAISES

Deux expériences montréalaises de développement local se démarquent en matière de reconversion industrielle et de rétention de l'emploi sur leur territoire : le RESO et le Technopôle Angus.

9 H VOLET I : LE SUD-OUEST DE MONTRÉAL - RECONVERSION ET RÉTENTION DE L'EMPLOI INDUSTRIEL, L'EXEMPLE DU RESO

- Pierre Richard, directeur général du RESO
- Nancy Neamtan, directrice fondatrice et vice-présidente au développement stratégique du RESO
- Gilles Chatel, vice-président de l'entreprise Les Aliments Chatel travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ)
- Normand Guimond, conseiller à la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ)
- Nicole Loïselle, députée de Saint-Henri/Sainte-Anne à l'Assemblée nationale du Québec
- Michèle Soutière, directrice de Familles en tête
- Paul Vanasse, directeur de Prévention Sud-Ouest
- Pierre Sylvestre, président du RESO

13 H 30 VOLET II : L'EST DE MONTRÉAL - RECONVERSION D'UNE VIEILLE FRICHE INDUSTRIELLE: LE TECHNOPOLE ANGUS

- Paul Cousineau, responsable des relations avec la communauté CSDM et ex-directeur général de la CDEC Rosemont-Petite Patrie
- Christian Yaccarini, président-directeur général de la SDA
- Louis L. Roquet, président du conseil d'administration de la SDA
- Denis Brassard, directeur général, Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac Saint-Jean
- Rita Dionne-Marsolais, députée de Rosemont et ministre déléguée à l'Énergie à l'Assemblée nationale
- François Ferland, avocat associé, Joli-Coeur Lacasse Geoffrion Jetté St-Pierre
- Clément Guimond, coordonnateur général de la Caisse d'économie Desjardins des travailleuses et travailleurs (Québec)
- Réal Laporte, vice-président exécutif, Dessau Soprin

18 H RÉCEPTION ET SOUPER AU TECHNOPOLE ANGUS

Vendredi 31 mai

9 H RECONVERTIR AUTREMENT : VISION GLOBALE

Dans un contexte de mondialisation accélérée et d'une urgence évidente autour des enjeux liés à la dégradation de l'environnement, à la reproduction des inégalités sociales et au besoin de renouveler l'espace démocratique, il importe de questionner la plus-value de la société civile au développement durable de territoires. Le regard se veut évaluatif et critique sur les solutions proposées par des expériences novatrices de reconversion industrielle et de rétention de l'emploi.

- Richard Morin, département d'études urbaines et touristiques, UQAM
- Georges Benko, département de géographie, Université de Paris 1
- Michel Grossetti, Centre d'études des rationalités et des savoirs, Toulouse, CNRS
- Xavier Greffe, Université Paris 1
- Bernard Pecqueur, département d'économie, Université de Grenoble

11 H DE LA THÉORIE À L'ACTION : MISE EN ŒUVRE ET TRANSFÉRABILITÉ

Points de vue synthèse sur les mécanismes de transfert à implanter pour appuyer le travail de reconversion industrielle ou de rétention de l'emploi. Une réflexion aussi sur la nature des collaborations et des partenariats à susciter ou à développer, dont les partenariats avec l'État, le milieu des affaires et le monde de la recherche universitaire.

- Vincent van Schendel, Alliance de recherche communautés-universités en économie sociale
- Marguerite Mendell, département des affaires publiques et communautaires, Université Concordia
- Jean-Marc Fontan, département de sociologie, UQAM
- Hélène Deslauriers, Directrice, réseau des SDAC
- Sergio Arzeni, Programme LEED de l'OCDE
- Léa Cousineau, Présidente de la Commission des partenaires du marché du travail
- Hélène P. Tremblay, présidente du Conseil de la science et de la technologie
- Guy Massicotte, Université du Québec, siège social

12 H 30 CLÔTURE DU COLLOQUE « LE MESSAGE DE MONTRÉAL »

- André Boisclair, député de Gouin, ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole et ministre de l'Environnement
- Christian Yaccarini, président-directeur général de la SDA

Pour information

1-888-878-2008
 www.aruc-es.uqam.ca/aruces/rvm2002
 rendezvousmtl@groupepignac.com

LIEU: Université du Québec à Montréal
TARIF COLLOQUE: 395\$ plus taxes (incluant cocktail, deux dîners et un souper banquet)
 200\$ (étudiant)
TARIF À LA JOURNÉE: 200\$ plus taxes (incluant dîner)

EN PARTENAIRE AVEC :

